



PRÉFÈTE DE L'AUDE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Région Occitanie
Unité Interdépartementale Aude/Pyrénées-
Orientales
A2

ARRETE PREFECTORAL n° DREAL-UD11 2020-08
modifiant le périmètre de l'autorisation de la carrière de calcaire exploitée par Monsieur SEMENOU Didier
sur le territoire de la commune de Saint-Paulet aux lieux-dits "Caussanel et Le Gasquet".

La préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète de l'Aude ;

VU le Code Minier ;

VU le Code de l'Environnement relatif notamment aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la protection de la ressource en eau et à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU les titres Ier et II du livre II du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-11-0396 en date du 22 avril 2005 autorisant Monsieur SEMENOU Didier à exploiter la carrière de calcaire à ciel ouvert, située sur le territoire de la commune de SAINT PAULET aux lieux-dits «Caussanel et Le Gasquet» ;

VU la demande de cessation partielle d'activité de novembre 2019 de Monsieur Didier SEMENOU agissant en tant que responsable en nom propre ci-après nommé l'exploitant, en vue modifier le périmètre autorisé de la carrière de calcaire exploitée sur le territoire de la commune de SAINT PAULET ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 février 2020 ;

Le demandeur entendu ;

CONSIDERANT que le demandeur dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation et à la remise en état de la carrière ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par le demandeur ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que ces modifications ne génèrent pas d'impacts supplémentaires et permettent de satisfaire les intérêts visés par l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que les garanties financières doivent être réactualisées pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation;

SUR proposition du Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 – SUPERFICIE DE L'INSTALLATION

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-0396 en date du 22 avril 2005 est modifié par les dispositions suivantes :

Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 12 ha 34 a 30 ca

ARTICLE 2 - EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont implantées sur la commune de SAINT PAULET, aux lieux-dits « Le Gasquet » et « Caussanel » sur les parcelles selon le tableau suivant :

Commune	Secti on	Lieu-dit	N° de parcelles	Surface autorisée m²
SAINT PAULET	ZC	Le Caussanel	62p	49930
			49p	51625
			56p	705
		Gasquet	32	12310
			35(pour partie)	8860
TOTAL				123430

ARTICLE 3 – GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 1.8.2.2 (Montant des garanties financières) de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-0396 en date du 22 avril 2005 est abrogé, et remplacé par les dispositions suivantes :

Conformément aux dispositions de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement – Partie Réglementaire Livre V, la présente autorisation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant à la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé :

Phase	Durée	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	Montant des garanties financières
2020-2025	5 ans	1,44	0,85	0,33	70072
2025-2030	5 ans	0,96	1,08	0,27	69636
2030-2035	5 ans	0,53	0,53	0,21	45383

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 728,6.

Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé, au montant de référence figurant dans le présent arrêté préfectoral, pour la période considérée.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Le document attestant de la constitution des garanties financières correspondant à la période doit être transmis au Préfet au maximum deux mois après la notification de cet arrêté.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel.

L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

ARTICLE 4 - AFFICHAGE ET PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de SAINT-PAULET et pourra y être consultée ;

- un extrait de cet arrêté est affiché en Mairie de SAINT-PAULET pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimum d'un mois.

Un extrait de cet arrêté doit également être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 5 - RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier soit par courrier adressé au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cédex 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr> :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspection des Installations Classées, le Maire de SAINT-PAULET, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée au maire de la commune de SAINT-PAULET et à Monsieur Didier SEMENOU exploitant, située au lieu-dit « Caussanel » 11320 SAINT-PAULET.

Carcassonne, le 17 février 2020

La Préfète

signé

Sophie ELIZEON